

KHEMIS MILIANA

Taxis et ETUAD contre les transporteurs clandestins : la guéguerre

En l'espace de moins d'une année, le créneau de transport urbain a été inondé par d'innombrables petits fourgons à 7 places, surnommés les «Capsulettes» qui véhiculent les passagers collectivement dans toutes les directions à raison de 20 DA la place, ce qui n'est pas pour déplaire aux usagers, il faut le dire.

Il faut dire aussi que ce phénomène est apparu parce que les propriétaires de taxis imposaient leur diktat. Ils se contentaient de prendre place dans l'unique station du centre-ville de Khemis Miliana, dans l'attente du client

qui se faisait «molester» à raison de 100 à 150 DA pour la moindre course. La mise en place d'un réseau de transport par l'Entreprise de transport urbain de Aïn Defla qui s'est conjuguée à l'apparition des capsulettes ont rallié aux chauffeurs de taxis qui ont vu leur chiffre d'affaires se réduire considérablement, les poussant à quémander à la Direction des transports à se transformer en taxis collectifs à 20 DA la

place, ce qui a commencé le 12 mai dernier. La demande a été vite acceptée avec comme contrepartie l'interdiction de transports pour les indus transporteurs, une demande aussi acceptée par les autorités locales. Les propriétaires de ces capsulettes ont d'abord été avertis et comme ils ont voulu imposer un fait accompli, les retraits de permis de conduire ont commencé en ce début de semaine et les véhicules mis à la fourrière ouverte.

Interrogé à ce sujet, le Directeur du secteur des transports affirme que ces transporteurs en capsulettes ne peuvent en aucun cas être régularisés ni tolérés parce que les véhicules utilisés ne répondent pas aux normes exigées, de plus, les candidats à la régularisation ne se bousculent pas au portillon parce qu'ils refusent de payer les impôts et autres charges exigibles, ce qui est compréhensible, puisque tout devient bénéfice, ce qui n'est pas le cas pour les chauffeurs de taxis.

Cependant, selon certaines sources, des tractations sont en cours pour que ces capsulettes soient tolérées sur certains circuits que les chauffeurs de taxis n'arrivent pas à couvrir.

Pour ce qui est du réseau de transport par bus de l'ETUAD, tout le monde remarque qu'il y a une distribution qui souffre d'un manque flagrant de logique. En effet, Khemis Miliana, la commune la plus peuplée de la wilaya, ne dispose que de 7 bus (dont 2 affectés depuis peu), Aïn Defla, le chef-lieu de la wilaya dispose de 13 bus et El Attaf de seulement 2 bus. Une distribution que beaucoup ne comprennent pas. A ce sujet, la question avait été posée à un des ministres en visite de travail dans la wilaya qui avait reconnu cette disparité et qui avait déclaré «je vous promets que l'équilibre dans la répartition sera rétabli par l'attribution d'autres bus». A ce jour, rien n'a été fait mais «qui vivra verra».

Karim O.

FOIRE AGRICOLE DE TIPASA

Fête de la fraise et des produits maraîchers

Ce fut dans une atmosphère festive et conviviale que s'est tenue récemment la foire agricole de Tipasa, organisée par la Chambre de l'agriculture et la Direction de l'agriculture de Tipasa.

La belle fraise locale était à l'honneur, présentée par plus de 85 producteurs, couvrant près de 250 hectares réservés à ce noble fruit.

Les zones de production qui s'arrogent la primauté de cette culture sont le centre-ouest de la Mitidja, représentées par Sidi Amar, Bourkika, Sidi Rached, Bou Ismaïl, Khemisti, Douaouda et Chaïba, couvrant comme précisé plus haut près de 250 hectares et exploitées par 85 producteurs.

Les variétés de fraises cultivées sont, «la Nayad, la Sabrina, la Rania, la Camarosa, la Nabila, la Sananedria et la célèbre fraise Tudla». «Malgré un beau rendement de 350 quintaux de fraises à l'hectare, les difficultés de la filière sont décourageantes, pour la pérennité de cette culture», nous affirment les responsables agricoles et ceux de la Chambre d'agriculture, notamment. Un investissement coûteux de 3 à 5 millions de dinars l'hectare. La prolifération de maladies à

l'image des pucerons, du botrytis et du trips, mais le comble de ces aléas réside dans la rareté des ressources hydriques, malgré l'apport monumental des barages de Boukourdane et prochainement de Kef Eddir à Damous.

Selon des visiteurs de cette foire, «l'attente se situe au niveau de la vulgarisation de points de vente et des marchés couverts dédiés à l'agriculture, à l'image de ce qui a été réalisé les années précédentes, mais pas exclusivement dans la commune de Tipasa, qui n'est pas la totalité de la wilaya, ni pouvant satisfaire les 700 000 habitants des 28 communes de la wilaya».

Toujours selon l'attente de quelques citoyens «le mois du Ramadhan nous préoccupe, car les grosses dépenses se font lors de ce mois. Nous demandons que des points de vente du type "du producteur au consommateur", se généralisent pour éliminer les commerçants intermédiaires véreux, qui spéculent sur les prix de vente», nous dira ce citoyen de la ville de Cherchell.

Houari Larbi

APC DE SAÏDA

Les élus veulent l'éviction du maire

Il semblerait que rien ne va plus entre le nouveau maire de l'APC de Saïda et ses membres. En effet, dix-neuf membres élus de l'APC de Saïda viennent de retirer leur confiance au P/APC par intérim, en adressant une pétition au premier responsable de la wilaya, a-t-on appris.

L'intérimaire en question a été désigné par l'ancien wali, en remplacement de l'ex-P/APC, suspendu de ses fonctions. En effet, les 19 représentants l'assemblée, sont 3 vice-présidents, 3 délégués de circonscriptions, 5 présidents de commissions et 8 membres de la composante assemblée de 28 membres de la commune de Saïda. Ces derniers qui ont interpellé le wali pour son éviction et mettre un terme aux fonctions de l'élu-intérimaire, considèrent que leur acte serait salulaire pour éviter un éventuel blocage des affaires de la commune, voire la concrétisation sur le terrain des différents projets attribués à la commune.

Les raisons, nous dit-on, sont multiples, il y va d'un constat amer sur les efforts financiers déployés par l'Etat, à la gestion catastrophique des activités de la commune qui pourrait engendrer des conséquences de dégradation de la ville de Saïda.

B. Henine

PNUD

Journées de formation au profit de femmes élues à Béjaïa

Une quarantaine de femmes élues aux Assemblées populaires communales (APC) et de wilaya (APW) prennent part à un atelier de formation ouvert hier au siège de la wilaya de Béjaïa dans le cadre d'un partenariat entre le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales (MICL) et le programme des Nations-Unies pour le développement (Pnud) en Algérie.

S'exprimant à l'ouverture des travaux des journées de formation, Ouled Salah Zitouni, le chef de l'exécutif de la wilaya a estimé que «le projet encadré par des experts venus de France, de l'Espagne et de la Belgique va impulser une nouvelle dynamique et permettre aux élues présentes de s'inspirer des expériences de ces pays dans le sens de la performance, c'est-à-dire rendre les élues plus performantes pour mieux répondre aux sollicitations et aux aspirations des citoyens qui les

ont élues», dira-t-il en substance. Pour sa part, Christine Amaral, représentante permanente du Pnud, rapporte que «ce programme s'inscrit au titre de soutien par le renforcement des compétences des femmes algériennes, membres des APC et de l'APW, pour une participation politique effective et durable dans les assemblées élues à la faveur de l'organisation d'ateliers de formation encadrés par des experts».

La formation qui va durer quatre jours est assurée par des experts

nationaux et internationaux. La directrice de la gouvernance au ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, Fatiha Hamrit, a indiqué que ce programme initié par son ministère vise à «développer les performances des élues locales dans les différents domaines, dont notamment la communication, les modèles de gestion du service public et les relations avec la société civile dans l'optique d'assurer une participation effective dans le processus du développement local durable».

Il convient, néanmoins, de signaler une très faible présence de femmes élues aux Assemblées locales de Béjaïa à ce premier jour de formation.

En effet, sur les 121 femmes élues à Béjaïa, moins de quarante élues (APC et APW) étaient présentes hier.

A. Kersani

Les sièges de l'APC et de la daïra fermés par des villageois à Béni-Maouche

Les deux sièges de la municipalité et de la daïra de Béni-Maouche ont été fermés hier par les habitants du village de Trouna, rapporte une source locale.

Les villageois se plaignent de l'absence «de panneaux d'indication» vers leur cité qui est aussi le chef-lieu de la commune de Béni-Maouche, a précisé notre source.

L'absence de plaque signalant leur village est considérée comme «l'effacement pur et simple» de ladite cité de la carte de la commune, s'est plaint un membre du comité

du village de Trouna dans son intervention sur les ondes de la radio locale. «Nous avons déposé deux plaintes en justice pour la réhabilitation de notre village tout comme une demande d'audience déposée auprès du wali restée sans suite depuis presque 8 mois. La DTP a installé des panneaux de signalisation dans tous les villages à l'exception du nôtre qui semble oublié par les autorités. Aujourd'hui, les villageois sont déterminés à aller jusqu'au bout pour réhabiliter notre village», a soutenu dans son intervention le membre du comité du village de Trouna à la radio locale.

A. K.

TIZI-OUZOU

Colère aux Genêts

Au centre-ville de Tizi-Ouzou, si d'habitude la circulation est infernale, hier, en revanche, c'était carrément la débâcle.

Il aura fallu, en effet, que les résidents de la cité les Genêts sortent pour donner libre cours à leur colère pour que la situation, aussi bien pour les automobilistes que pour les piétons, prenne des allures effroyables. Ainsi, après les mouvements de contestation qui ont maintes et maintes fois causé des désagréments aux entrées de la ville sur la RN 20, à Oued-Aïssi notamment, hier, c'est au cœur de la ville de Tizi-Ouzou que la colère s'est installée.

Des résidents du quartier les Genêts ont, donc, obstrué l'incontournable boulevard de l'Hôpital pour «alerter les autorités locales sur le déplorable état dans lequel se trouvent les Genêts», cette cité qui, il est vrai, avec d'autres en principe, devrait constituer une vitrine pour le chef-lieu de wilaya. Il suffit de faire un tour dans les dédales de ce quartier pour avoir une idée sur son état de délabrement. «Ils ne nous ont pas laissé le choix», s'excuse presque un quinquagénaire parmi ses concitoyens autrement plus âgés sortis crier leur ras-le-bol. «Rendez-vous compte, en plein centre-ville, je me retrouve en temps de pluie obligé de chausser des sachets pour traverser la cité. Et ce n'est qu'un petit exemple parmi tant d'autres dont les autorités de Tizi-Ouzou, du wali au dernier élu, sont au courant...», déplore le même quinquagénaire, irrité au plus haut point que personne parmi ceux qui décident n'ait cru bon, jusqu'à midi, se déplacer sur les lieux.

A. M.